

## Rétrospective

# 2014, année de stabilisation

● Les multiples réformes engagées depuis plusieurs années ont permis une certaine stabilisation de l'économie marocaine à l'issue de cette année, qui tire à sa fin. Après la crise de 2012 et les réajustements de 2013, l'économie marocaine commence à surfer sur une nouvelle dynamique portée par des niches aux perspectives prometteuses. La marge de manœuvre ainsi dégagée par le gouvernement inaugure de ce fait une année 2015 qui se présente sous de bons auspices.

Le pas que marquera, une fois de plus, le rythme de croissance du PIB pour cette année, qui arrive à sa fin, contraste avec le bon cru enregistré par l'économie marocaine durant la même période. Il sera certes au dessus des 3%, loin des 4,2% visés initialement par le gouvernement, mais la consolidation des fondamentaux économiques à laquelle se conjugue un bon comportement de certains leviers de croissance, qui ne cessent de monter en puissance, illustrent parfaitement la nouvelle dynamique que connaît l'économie marocaine. Au regard des incertitudes économiques encore d'actualité au niveau mondial ainsi que de l'impact des tensions sociopolitiques et des menaces sécuritaires qui affectent la région, l'année 2014 a permis au Maroc de confirmer la résilience de son économie. C'est du reste ce qui inaugure des perspectives favorables pour 2015 avec un nouveau record attendu pour ce qui est du rythme de croissance du PIB. Selon les dernières prévisions en la matière, ce dernier pourrait se hisser à près de 5%, même si à ce niveau, les prétentions de l'Exécutif sont moins optimistes. Ce qui est certain, c'est que le cap des 4,5% sera franchi en raison notamment des répercussions des décisions adoptées ou des mesures mises en œuvre durant l'exercice en cours.

### Les fondamentaux consolidés

L'année 2014 n'est pas celle de la relance, mais elle a jeté les principales bases et 2014 pourrait de ce fait, être considérée comme une année de consolidation. Il convient de relever que c'est l'année qui a été la plus riche en événements économiques, avec la mise en œuvre de plusieurs réformes structurelles



et l'adoption d'une série de nouveaux textes destinés à accompagner la nouvelle dynamique de l'économie marocaine. L'un des éléments les plus reluisants, c'est que le retard accusé par le Maroc sur la mise en œuvre de ces réformes attendues depuis fort longtemps, est en train d'être rattrapé, comme en témoigne la stabilisation en cours des équilibres macroéconomiques du pays. C'est du reste ce qu'a relevé le FMI lors de sa dernière mission d'évaluation de l'évolution de l'économie marocaine, qui s'est déroulée en novembre dernier. «La solidité des fondamentaux économiques et une mise en œuvre de politiques économiques volontaristes ont contribué à stabiliser l'économie, en dépit des vents contraires», ont estimé les experts de l'institution financière internationale. Ainsi, après une récolte exceptionnelle en 2013, la production agricole a diminué et par conséquent, la croissance du PIB devrait baisser à environ 3% en 2014, en dépit d'une reprise récente de l'activité des secteurs non-agricoles. L'analyse qui brosse le diagnostic complet des indicateurs de l'économie marocaine a également

noté que l'inflation reste faible, que le déficit des transactions extérieures courantes se réduit et devrait avoisiner 6% du PIB et que les réserves de change ont augmenté. Selon le FMI, «cette performance s'explique en partie par l'augmentation des exportations des secteurs émergents, ainsi que par de moindres importations de biens d'équipement et de produits énergétiques, la baisse de la facture des importations énergétiques étant essentiellement due à la chute récente des cours du pétrole». De ce fait, le déficit budgétaire ne cesse de se contracter depuis son pic de 2012, grâce en particulier aux mesures prises par le gouvernement. Si la dette publique a augmenté, elle reste viable. Autant dire donc que sur le plan macroéconomique, 2014 se termine sous de bons auspices. Toutefois, et c'est là l'enjeu, de nouvelles priorités sont apparues pour le Maroc, nécessitant ainsi un renforcement des stratégies nationales pour faire face à des défis socioéconomiques majeurs.

### Emploi et inégalités sociales

C'est un constat qui ne souffre, aujourd'hui, d'aucun doute et qui res-

sort des différents rapports parus cette année. Le Maroc a accompli de réels progrès sur le plan socioéconomique même si depuis 2010, les antécédents économiques enregistrés sur la dernière décennie, mis à rude épreuve, ont été fortement ébranlés. Il a donc fallu procéder à un rééquilibrage qui a pris du temps et a amorcé une réorientation de la stratégie nationale de développement. Dans le contexte actuel, les marges de manœuvres budgétaires ainsi constituées devraient donc permettre au gouvernement de relever les nouveaux défis auxquels fait face le Maroc. Il s'agit de celui de la réduction des inégalités sociales ainsi que de l'emploi, qui constituent aujourd'hui les principaux freins à une véritable émergence économique du royaume. Des progrès ont certes été accomplis au cours des dix dernières années dans la lutte contre la pauvreté, mais beaucoup reste à faire pour réduire le chômage et les inégalités, ainsi qu'améliorer l'éducation et l'accès aux infrastructures de base. Dans ce contexte, recommande le FMI, qui a travaillé avec le gouvernement pour dégager les priorités socioéconomiques du Maroc, «Il est important que les autorités poursuivent les réformes engagées afin de stabiliser l'économie, rehausser la compétitivité et jeter les bases d'une croissance plus forte et plus inclusive». C'est du reste ce que le roi a mis en exergue en appelant la nation à réfléchir sur les retombées de la croissance économique du Maroc sur les citoyens. Il s'agit d'un concept qui va au-delà des simples indicateurs et qui constitue le vrai capital immatériel de la nation, un concept devenu désormais un débat d'actualité, lequel traduit à lui seul, pourvu qu'il soit relevé, l'embellie économique qui se dessine pour le Maroc au sortir de cette année 2014.

PAR ABOUBACAR YACOUBA BARMA

a.barma@leseco.ma